

# Lu pour vous : Le marquage CE des produits de la construction.

Site internet [www.dpcnet.org](http://www.dpcnet.org), édité par le CSTB, L'Afnor et le Ministère de L'industrie

La Directive n° 89/106/CEE a pour objectif le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres concernant les produits de construction, afin de supprimer les entraves aux échanges de ces produits à l'intérieur de l'Union Européenne.

Les Etats membres doivent prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les produits de construction mis sur le marché présentent les caractéristiques nécessaires pour assurer que les ouvrages dans lesquels ils sont incorporés satisfont à six exigences reconnues essentielles par l'ensemble des pays membres, à savoir :

- résistance mécanique et stabilité
- sécurité en cas d'incendie
- hygiène, santé et environnement
- sécurité d'utilisation
- protection contre le bruit
- économie d'énergie et isolation thermique.

En pratique, la Directive s'est traduite par la définition de normes europé-

ennes harmonisées et d'agréments techniques européens qui précisent les performances ou les différentes classes de performances que doivent atteindre les produits selon leurs usages.

La Directive a été transposée en France par le décret n° 92-647 du 8 juillet 92. Ce décret impose l'aposition du marquage CE aux produits de construction mis sur le marché, au fur et à mesure que les spécifications techniques harmonisées relatives à ces produits seront disponibles et publiées. L'obligation du marquage intervient donc produit par produit. Dans la pratique, le marquage est apposé par le fabricant, et s'accompagne selon le cas d'une déclaration ou d'un certificat de conformité du produit aux obligations résultant de la Directive. Le marquage atteste de la conformité aux spécifications techniques harmonisées et plus généralement à l'ensemble de la législation européenne. Il existe 6 niveaux d'at-

testation de conformité (voir encadré) et une décision de la commission européenne précise quel niveau d'attestation est requis en fonction du produit. Les Etats membres doivent alors présumer aptes à l'usage les produits mis sur le marché dans l'un des Etats Membres et portant le marquage CE.

## Application aux produits à base de bois fabriqués en Guyane :

Les produits concernés par la DPC et le marquage CE fabriqués en Guyane sont les suivants :

- les bois de structures : éléments pour fermes, charpentes en bois massif ou bois collés, planchers, éléments de toiture, de murs porteurs, d'ossature (chevrons, solives, poutres et poteaux ...)
- Les connecteurs métalliques associés aux charpentes (y compris boulons, vis...)
- Les bardages
- Les parquets et les revêtements de sol en général (caillebotis, revêtement à base de bois)
- Les menuiseries (portes, fenêtres,

Les six niveaux d'attestation de conformité

Système d'attestation	Tâches à faire effectuer par un organisme notifié	Tâche à effectuer par le fabricant
1+	essai de type initial, essais d'échantillons, inspection initiale de l'usine, inspection initiale et surveillance continue du contrôle de production en usine.	contrôle de production en usine
1	essai de type initial, inspection initiale de l'usine et inspection initiale et surveillance continue du contrôle de production en usine	contrôle de production en usine et éventuellement, essais d'échantillons
2+	inspection initiale de l'usine et inspection initiale et surveillance continue du contrôle de production en usine.	essai de type initial, contrôle de production en usine et éventuellement, essais d'échantillons
2	inspection initiale de l'usine et du contrôle de production en usine	essai de type initial et contrôle de production en usine
3	essai de type initial	contrôle de production en usine
4	néant.	essai de type initial et contrôle de production en usine

Produits	Usages	Modalité d'attestation (voir encadré)	Norme harmonisée ou Guide d'Avis Technique donnant les performances à atteindre et les modalités de contrôle et d'essai.
charpente et produits connexes	Tous bâtiments et ouvrages de Génie Civil : - Bois massif - Bois massif avec traitement ignifuge (classement A, B, C) - Connecteurs métalliques	2+ 1 3	Pr EN 14081 -1 bois de structure à section rectangulaire, avril 01 Pr EN 14544 bois ronds Pr EN 14250 fermes, déc. 01
Revêtement de murs et plafonds (dont bardage et lambris)	Usage soumis à la réglementation en matière de réaction au feu (Classes A, B, C sans traitement ignifuge) et/ou à la réglementation sur les matières dangereuses	3	Pr EN 14 519 bardages et lambris en bois, nov. 02
Revêtements de sols (dont parquets)	Usage intérieur avec classement au feu A, B ou C par traitement ignifuge Usage intérieur avec classement au feu A, B, C, D, E, F sans traitement ignifuge Usage extérieur	1 3 4	Pr EN 14342 Planchers et parquets en bois, avril 02
Portes, fenêtres, volets et stores	Portes et portails pour cloisonnement antifeu ou antifumée et sur itinéraires d'évacuation Portes et portails pour tout autre usage spécifique déclaré et/ou usage soumis à des exigences particulières (bruit, énergie, étanchéité, sécurité d'utilisation) Portes intérieures Fenêtres pour application de cloisonnement antifeu ou antifumée et sur itinéraire d'évacuation Fenêtre pour tout autre usage Volets et stores à usage extérieur	1 3  4 1 3 4	Pr EN 14351 portes, fenêtres et vantaux, avril 02
Kits de construction préfabriquée en bois	Travaux de construction, tous classements au feu.	1	Guide d'ATE n° 7 du 24/08/01

\* Les lettres Pr signifie qu'il s'agit d'une norme encore en projet .

volets et stores ...)

- Les kits de construction préfabriquée en bois.

Pour le moment, seul les kits de construction préfabriquée font l'objet d'une date limite d'application de la Directive : la limite de mise sur le marché de produits non conformes à la directive est fixée au 4/05/04 et la date limite de commercialisation des produits non conformes à la Directive est fixée au 31/12/04. A partir de cette date, tous les kits de construction devront avoir démontré leur conformité aux spécifications européennes et devront porter le marquage CE.

projet. Cependant, les modalités d'attestation de conformité sont déjà fixées et sont résumées dans le tableau ci-joint.

Les projets de normes harmonisées sont déjà bien avancés et les dates limites de mise en conformité de ces produits avec la Directive devraient être définies prochainement. Il faut donc dès à présent s'y préparer et anticiper en mettant progressivement les autocontrôles de fabrication en place et le cas échéant faire certifier ce système de contrôle et faire effectuer les tests initiaux sur les produits par les organismes certifiés.

Sylvie Mouras

Pour les autres produits, les dates ne sont pas encore fixées dans la mesure où beaucoup de normes ou d'avis techniques sont encore en